

PRIORITÉS ET PRÉOCCUPATIONS DES CITOYENS DE LA RD CONGO

*Un regard sur ce que le peuple attend de ses dirigeants**

Prosper NZEKANI ZENA,

Colonel à la retraite ;
Professeur Militaire
Honoraire,
Consultant,
Chercheur
indépendant en
Sécurité Humaine
et Développement
Durable,
Membre du pool des
chercheurs et experts
du CEPAS.
zenaprosp@
gmail.com

Introduction

L'étude porte sur les priorités et les préoccupations des citoyens de la RD Congo récoltées à travers une enquête menée dans la mégalopole et ville-province Kinshasa. L'objectif de l'étude est d'aider les décideurs politiques à développer des plans d'actions et des programmes en tenant compte des préoccupations de la population.

Le résultat général est que les domaines relevant du social (100%), de l'économie (97%), de l'éducation (99,65%) et de la sécurité (75%) sont considérés par la population comme devant être une priorité du gouvernement et des partis politiques.

Face aux enjeux sociopolitiques et économiques du moment, l'enquête estime que le pays se dirige vers une impasse et que les catégories de la population constituées par la jeunesse et les femmes sont particulièrement affectées.

Quant à la perception des partis politiques congolais par la population et leur pratique démocratique, ceux-ci militeraient pour leurs intérêts et la conquête du pouvoir comme moyen ultime pour satisfaire leurs intérêts. Du coup, les intérêts de la population sont, sinon relégués au second plan, du moins ignorés dans un environnement de corruption, de népotisme et de clientélisme devenus des pratiques consacrées.

Bien que considérée comme une bonne chose de par les principes qu'elle garantit (libre expression ou opinion, choix des dirigeants...), la pratique de la démocratie est biaisée en RD Congo où les élections ne sont pas considérées comme libres, ni transparentes. En conséquence, la performance des parties engagées dans une pratique démocratique biaisée ne peut être que faible.

* Cet article est un condensé de l'étude initiée par le CEPAS sur les préoccupations des citoyens.

Les résultats de l'étude indiquent que la population attend une action urgente de la part de ses dirigeants pour relever la nation en général et en particulier les domaines qui touchent directement à la vie quotidienne de ses citoyens, notamment le social, l'économie, l'éducation et la sécurité.

Dans les lignes qui suivent, nous allons tour à tour présenter (1) le contexte de l'enquête, (2) les différentes préoccupations exprimées par les participants à l'enquête et (3) les recommandations formulées à divers niveaux.

I. Contexte de l'enquête

La République démocratique du Congo, jadis pays prospère et émergent avec une population dynamique et travailleuse à l'accession à l'indépendance en 1960, vit depuis quelques décennies une crise multiforme qui a impacté tous les secteurs de la vie nationale. Le pays est actuellement classé parmi les pays les plus pauvres du monde, malgré ses immenses et scandaleuses ressources naturelles.

En effet, le sous-sol congolais compte parmi les plus riches du monde grâce à ses ressources minières (diamants, cuivre, étain, cobalt, or, etc.), ses potentialités énergétiques d'origine fossile, solaire, éolienne et hydraulique, sans mentionner les abondantes ressources forestières ainsi que les immenses terres arables susceptibles de constituer un bon levier pour le développement d'une agriculture prometteuse.

Par ailleurs, le pays possède un réseau des aires protégées qui couvrent près de 11% du territoire national avec en leur sein des paysages diversifiés, allant des forêts d'altitude, denses et humides, aux zones de savanes, avec notamment cinq sites du Patrimoine Mondial.

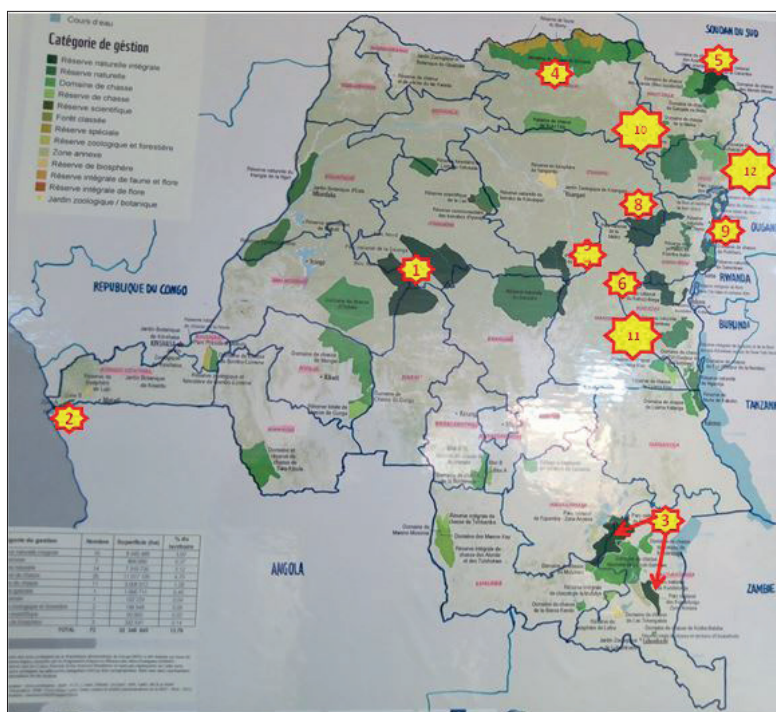
Ces aires protégées, écosystèmes de la région, participent à l'atténuation du changement climatique du monde en dépit de fortes pressions qui s'y exercent, notamment en termes de braconnage, ou de l'exploitation agricole et de l'utilisation illégale des pâturages dans les aires protégées, ou encore d'exploitation minière artisanale dans les zones protégées, etc. Les riches aires protégées de la RD Congo renferment encore une gamme très variée de faune et de flore, notamment des espèces fauniques emblématiques telles que l'Okapi, le Gorille, le Paon congolais, etc.

SITES (PARCS NATIONAUX ET RÉSERVES NATURELLES APPARENTÉES) CORPPN/ICCN

12 SITES PRINCIPAUX :

(1) PNS : Parc National de la Salonga - (2) PMM : Parc Marin de Mangroves - (3) CUK : Complexe Upemba Kundelungu - (4) DCBU : Domaine de chasse de Bili-Uélé - (5) PNG : Parc National de Garamba - (6) PNKB : Parc National de Kahuzi-Biega (7) PNL : Parc National de Lomami - (8) PNM : Parc National de la Maïko - (9) PNVi : Parc National des Virunga - (10) RFO /

Réservé à Faune des Okapi-Epulu - (11) RNI : Réserve Naturelle d'Itombwe - (12) RNMH : Réserve Naturelle de Mont Hoyo.¹



Des décennies de conflits récurrents, aggravées par la mauvaise gouvernance, ont eu des effets dévastateurs sur tous les secteurs de la vie nationale, comme le démontre l'évolution en dents de scie du PIB qui peine à aller loin du repère de 1960, 62 ans après l'indépendance. Le PIB a ainsi successivement baissé de US \$380 (1960) à US \$120 en 2006

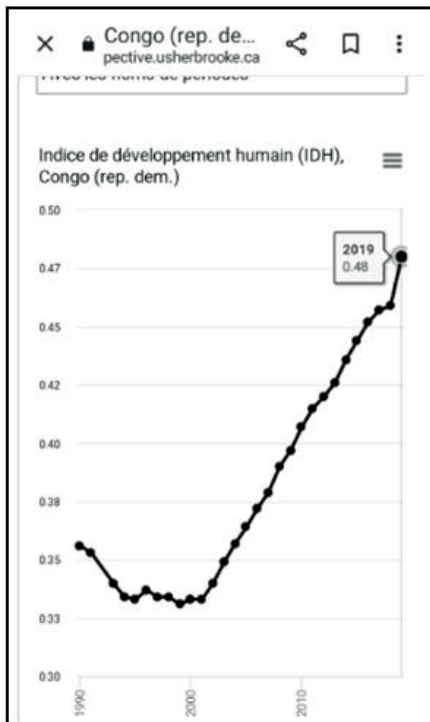
pour remonter timidement et atteindre US \$ 556,81 à ce jour ; donc légèrement supérieur au niveau de 1960.



Par ailleurs, le pays occupe le 169^{ème} rang sur les 179 pays dans le classement des pays sur l'IDH² de 2021 avec un indice de 0,479 et un taux de remontée de l'indice de 1,01 % considéré comme un indice FAIBLE et un pays EN VOIE DE DEVELOPPEMENT.

1 Carte Opérationnelle Dept Ressources Matérielles CorPPN-ICCN.

2 Source : Banque Mondiale



Perspectives monde, date de consultation 01/10/2022, source : Human Development Reports.

La population paupérisée de la RD Congo vit actuellement avec moins de 1,90 USD par jour³.

Les différentes démarches entreprises en vue de sortir le pays de cette situation de précarité générale, en dépit de ses immenses et potentielles ressources naturelles, n'aboutissent pas encore ; même la gouvernance démocratique mise en place en 2006, n'arrive pas à renverser la vapeur en vue du bien-être de sa population et d'un essor économique avec effets profitables à toute la nation, pendant que les conflits récurrents perdurent. Entretemps, le système démocratique et son cycle électoral instaurés en 2006 s'approche de son quatrième terme.

La gouvernance de la troisième mandature démocratique, en cours depuis 2019, était porteuse de beaucoup d'espoirs, consécutifs à l'alternance, surtout que le pays est dirigé par l'ancienne et légendaire Opposition, l'UDPS. Malheureusement, les espoirs

suscités se transforment chaque jour en désillusions, avec le risque de démotiver toute la population face à la gouvernance démocratique, outre les réactions violentes que ces désillusions pourraient engendrer.

La présente enquête initiée par le CEPAS est une contribution à une meilleure gouvernance du pays basée sur les préoccupations et les attentes des citoyens.

Plusieurs enjeux ou préoccupations ont été identifiés, notamment le social, l'éducation, la sécurité, la justice et l'économie.

3 Source : Human Development Reports. Il s'agit d'un indice composé qui mesure la qualité de vie moyenne de la population d'un pays. Théoriquement, l'indice va de 0 à 1. Il tient compte de trois dimensions du développement humain. D'abord, la possibilité d'avoir une vie longue et en santé en se fondant sur l'espérance de vie à la naissance. Ensuite, le niveau de scolarisation, évalué à partir du taux d'analphabétisme et de fréquentation de différents niveaux du système scolaire. Enfin, le standard de vie, calculé à partir du produit intérieur brut (PIB) par capita en tenant compte de la parité du pouvoir d'achat (PPA) qui sert « à mesurer le pouvoir d'achat relatif des monnaies de différents pays pour les mêmes types de biens et de services. L'IDH classe les pays en quatre groupes selon leur indice : « très élevé », « élevé », « moyen » et « faible ». Généralement, on considère un pays dont l'IDH est élevé ou très élevé comme *développé*, un pays dont l'IDH est moyen en développement et un pays avec un IDH faible *en voie de développement*.

II. Des préoccupations sociopolitiques, économiques et démocratiques identifiées au sein de l'échantillon représentant les citoyens de la RD Congo

II.1. Par rapport aux enjeux (préoccupations) sociopolitiques et économiques de la population :

En évaluant la situation générale du pays, l'étude considère que la RD Congo se dirige vers une mauvaise direction (93,58%) : « *La RDC est dans une mauvaise direction* » ; « *Nous ne marchons pas bien. Nous sommes dans une mauvaise direction. Il y a une souffrance indescriptible, c'est difficile de trouver de quoi manger, le transport est difficile, pas d'hôpitaux...* ».

Des principaux problèmes auxquels la RDC fait face aujourd'hui, le social, l'éducation, la sécurité, la justice et l'économie sont cités plusieurs fois. Parmi ces préoccupations, le social et l'éducation ont été identifiés comme majeures, à côté de l'emploi.

II.2. Par rapport à la perception des partis politiques congolais par la population et la pratique démocratique

Les partis politiques sont perçus comme des structures d'accaparement du pouvoir en vue du bien-être propre des membres desdits partis, particulièrement de ses dirigeants ; la corruption, le clientélisme et le népotisme sont notoires dans les milieux de ces partis au point même de devenir un mode opératoire consacré.

La pratique démocratique est ainsi biaisée, étant donné que ses principes de base, que sont la liberté d'opinion et d'expression, la justice pour tous et le droit de manifester, ne sont pas respectés.

En outre, si les élections sont une bonne chose – dans la mesure où elles permettent au peuple de se choisir ses dirigeants-, la corruption, le népotisme et le clientélisme ayant prévalu lors des cycles électoraux antérieurs enlèvent aux élections toute leur valeur, leur signification et leur crédibilité, car les dirigeants élus ne reflètent pas le choix des électeurs.

Il est vrai que les élections sont une obligation constitutionnelle à respecter ; néanmoins, beaucoup de citoyens sont découragés d'aller aux élections en 2023 pour ne pas servir de simples tremplins à certains politiciens véreux qui ne considèrent les élections que comme une voie royale pour l'enrichissement personnel accéléré.

II.3. Par rapport aux enjeux spécifiques dits des “femmes” et/ou des “jeunes”

L'étude a relevé la problématique de la qualité actuelle de l'éducation, particulièrement de la jeunesse, et aussi la problématique de la gratuité de l'enseignement, outre l'emploi formel et l'entrepreneuriat des jeunes : « *La question de l'éducation constitue un problème majeur dans notre pays au regard du niveau de l'éducation de nos enfants* » ; « *Revoir à la baisse les frais scolaires, rendre réelle la gratuité et recycler les enseignants* ».

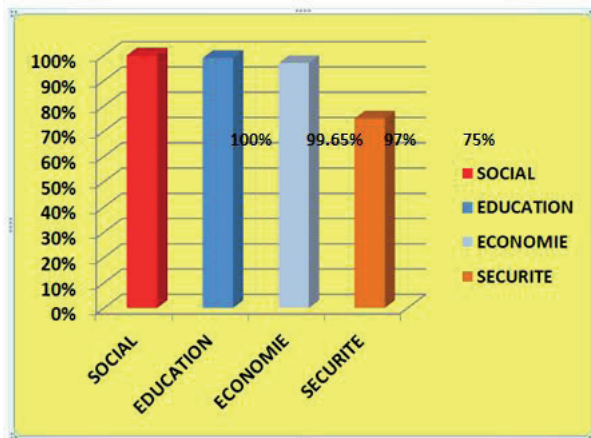
II.4. Par rapport à la performance des partis politiques face aux enjeux identifiés

Devant le silence de l'enquête et considérant les faits susmentionnés, nous estimons que la performance des partis politiques par rapport aux enjeux en présence dans un environnement d'un jeu démocratique biaisé ne peut être elle-même que biaisée. A titre d'exemple, qu'est devenu le RCD-Goma depuis les différents cycles électoraux de 2006 à ce jour ? Ou encore que fait du pouvoir, l'ancienne fille aînée de l'opposition au pouvoir depuis 2019, l'UDPS ? Pareillement, où va le PPRD, parti ayant géré de 2006 à 2018 et actuellement dans l'opposition ?

III. Des préoccupations sociopolitiques, économiques et démocratiques prioritaires et des recommandations exprimées

Succinctement, l'étude considère les domaines suivants comme une priorité du gouvernement et des partis politiques : le social (100%), l'économie (97%), l'éducation (99,65%) et la sécurité (75%) ; considérant que quand tout va bien dans ces domaines, par effet d'entraînement, la pratique démocratique s'améliorerait et irait aussi mieux.

Face aux enjeux en présence, les recommandations suivantes ont été retenues dans les cinq domaines estimés prioritaires que sont le social, l'économie, l'éducation, la sécurité et la démocratie.



III.1. Concernant le social

Dans l'entendement des interviewés de l'étude, le social renvoie aux aspects suivants : disponibilité de l'emploi, accès à l'éducation, logement décent, soins de santé, eau et électricité, paiement des salaires décents aux fonctionnaires.

Ainsi, l'étude recommande, respectivement :

* *Au parlement*

→ Voter des lois et en suivre l'application en vue de faciliter la création des emplois, l'accès à l'éducation, au logement, aux soins de santé, à l'eau et à l'électricité,

*** Au gouvernement**

- Planifier et mettre en œuvre une politique soutenant l'emploi formel et l'entrepreneuriat des jeunes et une révision de différents salaires à charge du trésor⁴ ;
- Enrichir le programme de développement des 145 territoires, avec comme lignes directrices les infrastructures de base, les infrastructures de desserte agricole et interprovinciales, des plans de défense du territoire ;
- Rendre effective la loi budgétaire votée chaque année et en augmenter le niveau d'exécution.

*** A la société civile :**

- Poursuivre l'éducation citoyenne et démocratique de la population,
- Poursuivre le plaidoyer en vue de (d'):
 - ◇ une bonne application des valeurs démocratiques (liberté d'opinion et d'expression, liberté de manifester, vérité des urnes),
 - ◇ une structure électorale réellement indépendante, au besoin votée au suffrage universelle par le peuple,
 - ◇ une redistribution équitable des richesses du pays,
 - ◇ la gratuité réelle de l'éducation jusqu'au niveau secondaire,
 - ◇ la mise en application des principes de la santé universelle,
 - ◇ la transparence dans la gestion des affaires publiques et la redévabilité.

III.2. Concernant l'économie :

L'enquête recommande :

*** Aux différentes institutions de la République :**

- La création des PME pour faciliter le problème de la résorption du chômage : « *Que l'Etat crée un fond pour financer les projets des jeunes sur les PME car ces entreprises créeront des emplois et contribueront à maximiser les recettes de l'Etat avec les impôts et taxes* » ;
- La création des industries de transformation de nos ressources naturelles localement ;
- La mise en place et le respect strict des règles de bonne gouvernance ;
- Le vote d'une loi relevant le SMIG (Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti) ;
- L'établissement des lois et des mécanismes contre la corruption, le népotisme et le clientélisme, particulièrement au sein des services publics et des partis politiques ;

4 Il est entendu que cette révision tiendrait compte des règles idoines en la matière notamment la tension salariale de 1 à 10 entre le salaire le plus élevé et le salaire le plus bas en vue d'une redistribution équitable des richesses du pays.

- Le développement de l'agriculture ;
- La réhabilitation des routes de desserte agricole et des routes interprovinciales : « *la construction des routes de desserte agricole pour doper la production paysanne et rurale* » ;
- La valorisation de la monnaie nationale sans concurrence des monnaies étrangères.

III.3. Concernant l'éducation

La majorité des opinions recommandent les actions ci-après :

* *Au parlement :*

- Prendre les lois d'application devant faciliter la gratuité de l'enseignement jusqu'au niveau secondaire, au-delà du dispositif juridique qui existe déjà (notamment les droits garantis par la Constitution).

* *Au gouvernement :*

- Recyclage systématique
- Améliorer les conditions de vie et de travail des enseignants : « *Prendre les enseignants correctement en charge pour réussir la gratuité* » ;
- Construire de nouvelles infrastructures publiques de l'enseignement afin de limiter les effectifs des auditoires et des salles de classe ;
- Rendre effective la gratuité de l'enseignement ;
- Poursuivre la lutte contre la corruption et autres antivaleurs dans les milieux scolaires, académiques et d'apprentissage ;
- Prévoir et mettre en œuvre un et permanent des enseignants de tous les niveaux.

À la société civile :

- Poursuivre le plaidoyer sur la gratuité de l'enseignement ;
- Inclure la lutte contre la corruption et autres antivaleurs dans les milieux scolaires, académiques et d'apprentissage dans leurs actions de développement (église, ONG,...).

III.4. Concernant la sécurité

La sécurité signifie d'abord, pour les interviewés, la capacité de protéger les personnes et leurs biens, la protection du pays, le contrôle total du territoire national, le maintien de la paix, la garantie et le maintien de la sécurité sanitaire et la prévention des épidémies et des pandémies.

L'enquête recommande les actions suivantes :

* *Au parlement :*

- Poursuivre :

- ◇ la réforme de l'armée conformément aux us et coutumes en la matière, ne peut se faire que dans un cadre holistique (tenant compte de tous les acteurs du domaine de sécurité) en complétant l'arsenal des lois de base et d'application du système de la défense du territoire,
- ◇ la lutte contre l'infiltration des forces de défense et de sécurité par les étrangers,
- ◇ la systématisation et le renforcement du contrôle démocratique des forces de sécurité et de défense : « *Le gouvernement doit mettre en place des stratégies pour nous protéger* ».

*** Au gouvernement :**

- Intensifier la rééducation et la réinsertion des délinquants urbains, communément appelés KULUNA ;
- Poursuivre la réforme de l'armée, de la police et de toutes les forces de sécurité en privilégiant l'élitisme et le patriotisme ;
- Construire des infrastructures militaires en vue de caserner les militaires ;
- Améliorer les salaires des militaires et des policiers pour éviter la corruption ;
- Contrer l'infiltration de l'armée et de la police dès le recrutement et par d'autres mécanismes idoines.

*** À la société civile :**

- Sensibiliser la communauté sur la dénonciation des enfants et jeunes délinquants dits KULUNA et collaborer avec le Gouvernement sur la permutation des personnels des polices pour éviter la familiarité que certains ont développée avec lesdits délinquants ;
- Accompagner le parlement et le gouvernement dans les actions de réforme des secteurs de sécurité et de justice, notamment le contrôle démocratique des forces de sécurité et de défense.

III.5. Concernant la démocratie

Pour participants à l'enquête, la démocratie est une des priorités qui doit exiger un engagement sérieux de la part du gouvernement et des partis politiques. Selon eux, elle signifie la liberté d'expression pour tous, le choix libre de ses propres dirigeants, ou encore la restauration de l'Etat de droit, la justice pour tous, le respect de la loi en commençant par le Président, le respect des droits humains, la liberté de manifestation publique (marche, meeting...) et, enfin, l'organisation des élections libres et transparentes et la proclamation de la vérité des urnes.

Pour renforcer la démocratie, l'enquête recommande ce qui suit :

*** Au parlement et au gouvernement :**

- Garantir la liberté d'expression et de marche pacifique ;
- Organiser de bonnes élections, libres et transparentes ;
- Laisser le peuple choisir ses propres dirigeants : « *Il faut qu'on respecte le choix du peuple lors des élections* » ;
- Instaurer un véritable état de droit ;
- Garantir l'usage de différentes voies prévues par la constitution pour la consultation du peuple avant toute prise de décision ;
- Garantir une gouvernance participative.

*** À la société civile**

- Consulter régulièrement la communauté avant de participer à la table décisionnelle et de parler en leur nom ;
- Poursuivre son plaidoyer en vue de l'instauration de l'Etat de droit et de l'organisation des élections crédibles, libres et transparentes aboutissant réellement au choix des dirigeants par le peuple.

Conclusion

Il est important de garder à l'esprit qu'il s'agit d'une enquête sur la perception et que les données reflètent d'abord les idées, les croyances et les jugements de 576 citoyens kinois, microcosme de la RDC, avant d'être généralisées pour nous permettre d'apprendre sur l'ensemble de la population congolaise.

Par ailleurs, la situation générale de la RDC à tous points de vue mérite une attention particulière de la part de ses différentes institutions et de sa population, au risque de mettre en péril l'existence même de la nation et tous les efforts de refondation entrepris depuis les années 2000.

Les résultats de cette étude sont très révélateurs de l'attente de la population consultée d'une action urgente de la part de ses dirigeants pour relever la nation en général et, en particulier, les domaines qui touchent directement à la vie quotidienne des citoyens, notamment le social, l'économie, l'éducation et la sécurité.

L'étude nous a aussi appris que la population est très refroidie vis-à-vis des élections biaisées qui ne traduisent pas souvent la volonté du peuple quant aux choix des dirigeants effectivement élus par les votants.

Cette enquête tombe à point nommé, en ce moment où le pays s'apprête à organiser un nouveau cycle électoral. Nous espérons que les résultats de l'enquête publiés ici contribueront à l'avènement des lendemains meilleurs pour la RD Congo. ■